

Ces dernières années la pression policière que nous subissons lorsque nous menons une activité politique dans la rue n'a cessé d'augmenter. Quelle que soit l'activité menée (propagande, initiatives, manifestations) il n'y a pas un jour qu'une de nos camarades ne soit pas identifiée et/ou condamnée à une amende, la plupart du temps sous prétexte de la «**Ley Mordaza**» (Loi Bâillon).

Il y a eu plusieurs actions de rue que nous, à **SORTU**-Bilbo, avons menées ces derniers temps; pour dénoncer la hausse des prix d'Iberdrola, répondre à la mort du prisonnier politique Igor González, dénoncer les morts au travaille et la précarité de l'emploi, revendiquer les droits des prisonniers politiques, exiger que le Capital paie la crise économique, combattre le fascisme, contre la torture... Ou multiples actions de propagande dans les différents quartiers de Bilbo.

A l'occasion de l'action menée le 28 avril dernier dans le cadre de la Journée de la santé au travail devant le siège de la Confebask sur la Gran Via, précisément pour dénoncer la précarité et les morts au travail, nous avons reçu une authentique avalanche d'amendes. Des amendes s'élevant à plus de 10.200 € contre 17 des camarades qui ont participé à cette action. En outre, de nombreux militants ont été condamnés à des amendes (plus de 16.000 € d'amende) ou ont été blessés lors d'actions policières ou sont en attente de jugement pour avoir participé à d'autres actions ou pour avoir mené des activités de propagande dans les différents quartiers de Bilbao.

Ainsi, nous voulons dénoncer avec force la stratégie répressive du Gouvernement du PNVB et du Gouvernement Municipal d'Aburto, dont l'objectif n'est autre que d'éliminer toute expression politique dissidente des rues de Bilbao. Pour ce faire, ils n'hésitent pas à utiliser tous les moyens mis à leur disposition: Police autonomique, Police Municipale, services spéciaux de "nettoyage" qui masquent une authentique activité de censure politique... Ainsi, on peut conclure qu'en ce moment les amendes économiques sont une des principales armes utilisées contre la dissidence et pour conditionner l'activité politique dans les quartiers.

De plus, comme cela a déjà été mentionné, toutes ces amendes sont justifiées en vertu de la «Ley Mordaza», alors que le PNB a déclaré à plusieurs reprises et publiquement son opposition à cette loi.

Face à cette situation, SORTU veut envoyer un message clair: nous n'abandonnerons jamais notre droit de mener une activité politique dans la rue. Plus quand nous sommes très conscients que les principaux médias font systématiquement taire notre activité. Malgré les obstacles, nous continuerons à répandre nos revendications dans les rues, avec la même force et détermination que nous avons toujours eues.

Pour cela, et en constatant quelle est la stratégie répressive du **PNB**, nous voulons faire savoir que nous avons créé un instrument de lutte; **Borroka Itsulapikoa**. Une "boîte de résistance" qui nous permet de les affronter à partir de la solidarité militante. S'ils veulent interrompre notre activité avec des amendes, nous continuerons à répondre par l'organisation et la solidarité. BILBON BORROKAN AURRERA!

En ce sens, nous appelons à la contribution á la Borroka Itsulapikoa et, surtout, à continuer à diffuser les revendications politiques dans les rues de Bilbao.

Parce que les revendications du peuple et des travailleurs sont enracinées dans la rue et continueront de l'être. JAZARPENA ISUNAK KAMERAK
LEV MORGAZA

OPWOOGAZA

Vive ceux qui se battent! BILBON BORROKAN AURRERA!